

# David Cameron s'est tendu un piège à lui-même

■ En convoquant le référendum, il a creusé sa tombe politique. Il a été défait, en rase campagne.

**Tristan de Bourbon**  
Correspondant à Londres

**A** force de jouer avec le feu, le Premier ministre et leader conservateur David Cameron a fini par se brûler. Certain que les Britanniques le soutiendraient, il avait initié il y a trois ans ce référendum sur l'Union européenne pour marginaliser l'aile la plus eurosceptique de son parti et étouffer la progression du parti antieuropéen Ukip (United Kingdom Independence Party). Ce pari s'est retourné contre lui. Une majorité des Britanniques – 51,99% – a voté pour que leur pays quitte l'Union européenne.

Le résultat connu, le Premier ministre a annoncé sa démission, dès 8h23 vendredi matin. *“Le pays a besoin d'un nouveau dirigeant pour le mener dans cette nouvelle direction, a-t-il déclaré solennellement. Je ferai tout ce que je peux en tant que Premier ministre pour maintenir le navire à flot ces prochaines semaines et ces prochains mois mais je ne pense pas qu'il soit juste que je sois le capitaine qui dirige notre pays vers sa prochaine destination.”* David Cameron restera en place jusqu'à la nomination de son successeur, qui devrait intervenir au congrès du Parti conservateur début octobre. Dans la foulée, les Tories souhaitent organiser des élections générales anticipées pour profiter de la faiblesse de l'opposition travailliste, dont le leader, Jeremy Corbyn, est remis en question.

Elections dont David Cameron ne sera pas un des acteurs, donc. Il quittera la scène politique nationale en ayant réussi l'exploit de diviser son parti et son pays – la pro-européenne Ecosse envisage de tenir un second référendum sur son indépendance.

Comment un dirigeant politique élu un an plus tôt avec la majorité absolue à

la Chambre des communes s'est-il mis lui-même dans une situation telle qu'il doit démissionner ?

**1 Un excès de confiance.** Les racines de cette défaite tiennent probablement dans l'excès de confiance du Premier ministre, en partie dû au résultat en trompe-l'œil des législatives de 2015. Les référendums se révèlent souvent être des votes de confiance vis-à-vis du responsable politique en place, indépendamment de la question posée. Il ne fait désormais aucun doute que les Britanniques n'ont aucune sympathie pour David Cameron. Ce n'est donc pas par enthousiasme qu'ils l'ont reconduit dans ses fonctions, l'an dernier mais par défaut, parce qu'ils n'avaient aucune confiance en son opposant travailliste, Ed Miliband.

**2 Un manque de crédibilité, une campagne trop défensive.** David Cameron a obtenu (plus ou moins) les concessions qu'il attendait de ses partenaires européens, lors du sommet du 16 février dernier consacré à la renégociation de la relation entre son pays et l'Union. Aussi s'est-il engagé en faveur du maintien du premier dans la seconde. Faible était cependant la crédibilité de l'homme qui *“n'aime pas Bruxelles”* dans ce rôle, lui qui s'était distingué par son euroscepticisme depuis son arrivée au pouvoir. David Cameron a mené *“une campagne de la peur”*, agitant devant le nez des Britanniques le scénario d'une catastrophe économique en cas de Brexit. Mais il s'est révélé peu capable de présenter un projet britannique pour l'Europe.

Insuffisant pour faire pièce aux *“Brexiters”* qui avançaient deux arguments plus porteurs. Un *“positif”*: la vraie-fausse promesse de la souveraineté retrouvée, sous le slogan *“Reprenons notre pays”*. Un *“défensif”*: la fin de l'immigration soi-disant incontrôlée

–quitte à jouer la carte de la xénophobie, comme le fit le Ukip.

Mutatis mutandis, la dynamique du référendum sur l'Europe était un peu la même que celle du référendum sur l'indépendance de l'Ecosse de septembre 2014. A l'époque, sentant que le scénario "improbable" ne l'était pas tant, les trois grands partis britanniques avaient jeté toutes leurs forces dans le débat pour garder l'Ecosse dans le Royaume-Uni en dernière minute, avec le succès que l'on sait. Las pour David Cameron, sur la question européenne, les deux grands partis, conservateur et travailliste, ont chacun abordé la campagne divisé. Dans les rangs tories, des membres du gouvernement Cameron ont pris fait et cause pour le Brexit, tout comme Boris Johnson, rival du chef du gouvernement.

**3 Les dégâts de la politique d'austérité.** David Cameron a aussi sous-estimé par les dégâts engendrés par sa politique d'austérité dans les zones rurales et dans les anciennes zones industrielles du nord de l'Angleterre. Pour leurs habitants, l'UE a servi de bouc émissaire à la dégradation de leur quotidien, à l'écart grandissant entre les lumières de la capitale et leurs rues délabrées. Comme prévu, les zones rurales conservatrices (le sud-est, le sud-ouest et le centre du

pays), où le Ukip est déjà très présent, se sont prononcées en faveur du Brexit. Ils ont été suivis par un nombre considérable d'électeurs travaillistes traditionnels. Des impressions confirmées par les résultats dans des bastions du Labour comme Blackpool (67 % de la population pour le Brexit), Newcastle (63 %) et Sunderland (61 %).

**4 Un vote contre l'establishment.** Plus généralement, la population a utilisé ce référendum pour exprimer sa contestation face aux élites nationales. Leur colère va bien au-delà de la seule question européenne. *"Ce référendum a exposé des différences sociales majeures. Les jeunes veulent rester, les personnes âgées veulent partir; les diplômés veulent rester, les sous-qualifiés veulent partir. On retrouve très clairement d'un côté les gagnants de la mondialisation, qui n'ont pas peur de la compétition internationale et se voient même travailler à l'étranger. De l'autre, ses perdants, qui ne sont pas habitués à vivre avec des étrangers et des immigrants, qui estiment que ceux-ci ont favorisé la baisse de leur salaire et pour qui la notion de mobilité est moins une option"*, analyse John Curtice, professeur de sciences politiques à l'université de Strathclyde, en Ecosse, et président de l'association des instituts de sondage britanniques.